

Un rallye pour défendre un égal accès aux soins

Trois collectifs lancent une campagne pour « une santé de qualité pour tous ».

Coup d'envoi : samedi pour défendre la maternité d'Ivry.

Trois collectifs réunissant des défenseurs des hôpitaux et maternités de proximité, du service public et des opposants aux franchises médicales viennent de lancer une campagne pour « un égal accès à une santé de qualité pour toutes et tous partout ». Alors que se préparent le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2009 et la loi « Hôpital, patients, santé, territoires », qui vont « accélérer le processus de marchandisation et de privatisation de la santé », il faut « unir nos forces », insiste Bernard Tepper, porte-parole du collectif contre les franchises médicales.

Concrètement, la campagne baptisée « Touche pas à mon hosto, touche pas à ma santé » se traduira par des dizaines d'actions (manifestations, prises de paroles, réunions publiques, distributions de tracts, rassemblements, débats, etc.) organisées dans différentes villes où des fermetures ont eu lieu ou pourraient intervenir.

Le coup d'envoi sera donné samedi 27 septembre à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), où la maternité, malgré 2 300 accouchements par an, doit fermer ses portes en 2009 pour de très discutables « raisons de sécurité ».

Le 11 octobre, par exemple, une initiative aura lieu à Clamecy (Nièvre), autre lieu emblématique de la bataille menée par les défenseurs des hôpitaux de proximité. Ce rallye de la santé prendra donc la forme d'un tour de France qui s'achèvera le 24 octobre à Luçon (Vendée), à la veille des rencontres nationales de la Coordination des hôpitaux de proximité.

« Il faut une riposte d'ampleur », explique Françoise Nay, vice-présidente de la Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, égrenant les attaques répétées contre le système de santé : 100 000 lits d'hospitalisation fermés entre 1992 et 2006, près de 800 maternités fermées entre 1975 et 2008, une vingtaine de blocs chirurgicaux pointés dans le rapport Vallencien d'ores et déjà fermés, des menaces contre les urgences de nuit, etc. « En agissant ainsi, on accentue le phénomène de désertification médicale, en priorité dans les zones rurales et urbaines sensibles. Certes, il y a des points qui peuvent paraître séduisants dans la loi, comme les regroupements d'établissements, mais quand on voit la réalité des rapprochements, on ne peut être qu'inquiet, car ils se traduisent très souvent par des fermetures de services. »

« Cette convergence est exemplaire car elle met en place une synergie entre forces syndicales, associatives et politiques », se félicite pour sa part Bernard Defaix, président de la Convergence pour les services publics, rappelant que « les logiques de marché ne peuvent pas répondre aux besoins des populations ».

Mais la fronde ne s'arrêtera pas là. « Nous travaillons actuellement à une grande journée de mobilisation nationale pour faire face à la menace », a fait savoir Pierre Khalfa, secrétaire national de Solidaires.

Alexandra Chaignon
Humanité du 26/09/08